

Ouverture

Comprendre pour mieux agir

Toutes les civilisations ont disparu à cause de l'insuffisance de leurs principes.

JOSÉ ORTEGA Y GASSET

Le soir du 15 novembre 1976, René Lévesque a dit de nous, Québécois, que nous n'étions pas un « petit peuple », mais « peut-être quelque chose comme un grand peuple ».

Quand on s'y arrête un instant, ces mots ne vont pas de soi. C'est le « quelque chose » qui, pour ma part, m'a toujours intrigué. Comment un peuple peut-il être « quelque chose » comme un grand peuple ? Il est « grand » ou il ne l'est pas, me semblait-il, selon le sens que l'on choisit de donner au mot.

J'ai fini par penser que cette drôle d'expression était sans doute révélatrice de la façon dont Lévesque nous voyait. Peut-être voulait-il dire que notre peuple était en train de montrer, par son opiniâtreté à rester lui-même depuis quatre siècles, par l'audace de tous ces gens qui avaient décidé de lui faire confiance ce jour-là, que, si nous étions petits par le nombre, nous n'étions pas petits par médiocrité, par indignité, par incapacité à viser haut.

Mais, en même temps, nous n'étions pas encore tout à fait un « grand » peuple. Nous étions « quelque chose comme » un

grand peuple. Comme si ce que nous étions devenus forçait l'admiration, mais que Lévesque voyait aussi en nous — et sans doute aussi en lui — des ambiguïtés, des hésitations, des ambivalences, un potentiel partiellement réalisé seulement, qui nous plaçaient en quelque sorte dans l'antichambre de l'authentique grandeur.

C'est du moins ainsi que j'ai toujours interprété ce curieux assemblage de mots dans la bouche d'un homme dont la parole épousait presque à la perfection toutes les inflexions de la pensée.

Comment nier, en tout cas, qu'il y a en nous, dans notre trajectoire, dans nos réalisations, dans cette obstination à durer malgré les aléas de l'histoire et le poids des adversités, pour paraphraser Lévesque, « quelque chose comme » une fabuleuse réussite, mais aussi de l'inachevé, de l'inaccompli, de même que des choses déjà faites, mais à refaire de nouveau et autrement ?

Le besoin d'écrire ce livre m'habitait depuis longtemps. Toutes sortes de circonstances m'avaient empêché de m'y consacrer.

Jusqu'au mois d'avril 2003, j'étais engagé dans la vie politique à titre de ministre au sein du gouvernement du Québec. Je faisais déjà des constats, qui se sont renforcés et précisés depuis : nos difficultés à transmettre à nos enfants un héritage culturel robuste, l'épuisement de la social-démocratie traditionnelle, la myopie du discours économique néolibéral, la lancinante persistance d'une question nationale que certains voudraient voir disparaître sans s'attaquer aux causes qui la nourrissent, les malaises divers suscités par la question identitaire, et d'autres encore.

Pendant que j'étais encore en politique active, il m'était arrivé de m'en ouvrir publiquement. À quelques reprises, j'avais avancé, par exemple, que ce qu'on a pris l'habitude d'appeler le « modèle québécois » de développement, s'il nous avait globalement bien servis, vieillissait mal et que la fierté de ce qui avait été accompli depuis la Révolution tranquille ne devait pas se transformer en repli frileux sur des positions sans avenir. Cela n'avait pas plu à tout le monde, c'est le moins qu'on puisse dire¹.

Devenu ensuite professeur à HEC Montréal, j'ai continué à approfondir ces questions. J'ai commencé par me pencher sur la généalogie de ce modèle de développement, sur son évolution, ses performances, sur ce que font les autres peuples aux prises avec des défis semblables aux nôtres. Il en ressortait toujours que ces questions, à moins de vouloir faire semblant, étaient difficilement dissociables de celle du statut politique du Québec, sans évidemment s'y réduire.

Parallèlement, j'ai aussi publié des dizaines de chroniques dans *Le Journal de Montréal* et écrit deux autres ouvrages, et je continue à prononcer des conférences devant les publics les plus divers.

Après chaque chronique ou conférence, des personnes intelligentes et informées expriment leurs désaccords avec moi sur des points précis, ou même sur ma lecture globale de notre situation, ce qui est bien sûr parfaitement légitime. Mais d'autres, sans doute tout aussi intelligentes mais moins informées, ont des réactions à mes propos qui témoignent surtout de leur propension à la fuite dans des univers virtuels et incantatoires.

Au fil du temps, une sorte d'ordre du jour s'est donc imposé à moi : faire le point et poser au moins les bases conceptuelles d'un redressement collectif québécois. Évaluer le chemin parcouru par notre nation, examiner l'état présent des lieux, esquisser des perspectives d'avenir, en m'en tenant à l'essentiel. Voilà le projet des pages qui suivent et, au fond, de toute mon action publique depuis que j'ai quitté la vie politique.

Que les choses soient cependant claires d'entrée de jeu : cet ouvrage est un *essai*. Je propose une *lecture personnelle* de notre situation collective. J'indique les chantiers qui me semblent prioritaires et pourquoi, sans prétendre à l'exhaustivité et sans entrer dans les détails. On ne trouvera donc pas ici un programme d'action complet. C'est là le travail des partis politiques.

La plupart des idées émises ici n'ont rien de neuf, et je les défends depuis des années. Une idée n'est pas nécessairement plus juste ou plus intéressante parce qu'elle est neuve. Une vieille

proposition qui ne s'est pas encore matérialisée est peut-être simplement une idée juste dont l'heure n'est pas encore arrivée. C'est d'ailleurs un stratagème vieux comme le monde que d'essayer d'écarter une idée qui déplaît sous prétexte que d'autres l'ont déjà avancée.

Notre situation collective est-elle dramatique ou tellement pire qu'ailleurs ? Non, bien sûr. Je le redis : l'affirmation économique, politique, culturelle du peuple québécois, au cours des dernières décennies, doit se lire comme une des grandes réussites du monde occidental, si on tient compte de son histoire douloureuse, de sa taille modeste et de sa situation en Amérique du Nord.

Mais le peuple québécois, j'en suis plus persuadé que jamais, vit aussi plus dangereusement que d'autres peuples, en raison de cette petite taille, de son évolution démographique, des limites de son statut politique, de la fragilité de ses finances publiques, de plusieurs autres défis qui se profilent. Mais, par-dessus tout, en raison de nos difficultés à penser clairement notre situation dans sa globalité et à nous la représenter à nous-mêmes.

Évidemment, chacun d'entre nous a sa propre liste de problèmes qu'il juge prioritaires. Certains sont propres au Québec. D'autres, nous les partageons avec les autres sociétés occidentales, comme l'actuelle crise économique ou le déclin démographique.

La question du statut politique du Québec reste bien sûr le principal clivage de notre vie politique depuis des décennies. On ne semble pas à la veille de le surmonter.

D'un côté, les souverainistes n'arrivent pas à convaincre la majorité de la population de les suivre, ayant progressivement désappris à parler du *pourquoi* de l'indépendance. La souveraineté est une réponse à une question que les Québécois ne se posent pas en ce moment : quel statut politique convient le mieux à la situation des francophones du Québec ?

De l'autre côté, les fédéralistes québécois qui disent souhaiter une réforme du fédéralisme canadien qui donnerait davantage d'autonomie au Québec n'ont aucun interlocuteur significatif dans le reste du Canada. D'autres fédéralistes nous proposent, à

l'instar d'un Pierre Elliott Trudeau jadis, d'assumer pleinement la dynamique politique canadienne et de nous y investir à fond. Comme si les dernières décennies n'étaient porteuses d'aucune leçon.

Il s'en trouve aussi qui, périodiquement, nous proposent de faire comme si cette question n'existait pas : ceux-là cautionnent par le fait même la situation actuelle, en plus d'être, tôt ou tard, inévitablement ramenés aux tensions et conflits qu'elle engendre. Depuis des lunes, avec une régularité de métronome, on décrète le déclin de la question nationale... jusqu'à l'éruption suivante, et en se fermant les yeux sur sa présence souterraine dans nombre de questions d'apparence plus sectorielle.

Chose certaine, à l'heure actuelle, chaque camp est trop faible pour se dire sûr de l'emporter définitivement, mais assez fort pour neutraliser l'autre. Il en résulte une communauté profondément divisée sur son avenir politique. Or, une communauté politiquement divisée est une communauté politiquement affaiblie, et qui s'affaiblit encore à mesure que son poids dans l'ensemble canadien baisse inexorablement. Voilà, en tout cas, qui est parfaitement indéniable.

Que cela plaise ou pas, le Québec étant ce qu'il est, la question nationale *est* une question sociale, et la question sociale *pose* la question nationale. J'entends par là que la question nationale n'est pas un problème *à côté* des autres problèmes, mais une problématique qui les traverse presque tous, parce qu'elle pose, au fond, la question du siège de l'autorité ultime. Prétendre le contraire, c'est ne rien comprendre ou faire semblant.

Mettons ici une chose bien au clair. Un professeur d'université est aussi un citoyen. Dès lors que chaque citoyen est appelé à choisir dans quel pays il vivra, il n'y a plus de neutralité scientifique qui tienne. Mes vues sur la question n'ont pas changé : loin d'être une option politique parmi d'autres, la souveraineté du Québec est une exigence proprement existentielle si notre peuple ne veut pas se contenter d'un destin collectif très en dessous de ses moyens.

Table des matières

Ouverture • Comprendre pour mieux agir	9
--	---

Première partie D'hier à aujourd'hui

1 • D'où nous venons	29
Comment nous lire	31
Le révisionnisme à l'œuvre	40
Nationalisme culturel et nationalisme politique	49
Libération, conservation, modernisation	54
2 • Où nous en sommes	59
Redresser la nation	60
La mesure de nous-mêmes	66
Les ennemis de l'intérieur	72
Faussetés et demi-vérités	78
L'indiscutable fragilité du français	86
3 • L'idéologie multiculturaliste contre la nation québécoise	93
Genèse et nature du multiculturalisme	94
Une pièce écrite d'avance	105

De l'idéologie de A à Z	110
Le droit de parler, le devoir de se taire	117
Affirmer notre culture nationale	119
4 • Vraiment maîtres chez nous	125
La souveraineté est-elle une idée en déclin ?	127
Pourquoi le projet souverainiste fait-il du surplace ?	129
Quel avenir pour le Parti québécois ?	138
Pourquoi vouloir encore la souveraineté ?	142

Seconde partie D'aujourd'hui à demain

5 • Le Québec dans un monde nouveau	157
Mutations de société et crises de l'État	158
Malaise dans la modernité québécoise ?	165
Essoufflement idéologique et confusion intellectuelle	177
Six principes de gouvernance prudente	182
6 • Famille, école, humanisme	193
Ce que nous avons fait de mieux	194
La tolérance de l'ignorance	201
Détournement d'avion et prise d'otages	205
Le retour aux sources	219
7 • Prospérité économique et progrès social, I	227
Notre situation en huit propositions	228
Une société bloquée ?	232
Les atouts considérables du Québec	238
Organiser nos atouts en stratégie	242

8 • Prospérité économique et progrès social, II	245
La question la plus mal comprise de toutes	246
Tarifer intelligemment les services publics	253
Solidarité, responsabilité, efficacité	263
Les PPP : ni hérésie ni panacée	267
La santé, ou quand l'idéologie submerge le jugement	269
Épilogue • Demain, le Québec	289
Remerciements	293
Tableaux	295
Notes	299